

Les socialistes européens renoncent à créer une nouvelle internationale

EN RECEVANT longuement à Londres, mardi 7 avril, les dirigeants européens de l'Internationale socialiste (IS), Tony Blair s'est voulu rassurant sur l'éventuelle création d'une nouvelle internationale des partis de centre gauche, qui apparaît mort-née. Le 7 février, au lendemain d'une visite à Bill Clinton à Washington, le premier ministre britannique avait confié au *Guardian* son projet de créer un nouvel espace entre « la vieille gauche » et « la nouvelle droite », et de définir « une philosophie de centre gauche », en suscitant un regroupement avec le Parti démocrate américain et le Mouvement démocratique brésilien du président Cardoso (*Le Monde* du 17 février).

Mardi, lors d'une conférence qu'il a tenue avec les chefs de gouvernement et de parti socialistes et sociaux-démocrates européens au pouvoir dans douze des quinze pays de l'Union – avec six autres premiers ministres comme Lionel Jospin, ou encore les chefs de gouvernement de Grèce, d'Autriche, du Danemark ou du Portugal – et plusieurs leaders socialistes comme l'Allemand Oskar Lafontaine, l'Italien Massimo D'Alema, le Français François Hollande et le président de l'IS, Pierre Mauroy; M. Blair a cherché à apaiser ses camarades socialistes. Dans une longue intervention, à l'heure du déjeuner, le premier ministre britannique s'est d'abord défendu de mettre en cause l'IS, qui, a-t-il souligné, « a sa place, sa dynamique et son originalité ». Il a jugé normal et souhaitable d'engager des discussions avec le Parti démocrate américain et le Mouvement démocratique brésilien sur « des problèmes communs » comme l'emploi, la sécurité et l'incivilité. Il a enfin insisté sur la nécessité pour les partis de gauche et de centre gauche de mener « une offensive idéologique » face au libéralisme.

M. Mauroy a défendu, pour sa part, une IS, qui, loin d'être « trop européenne » ou « trop anglo-saxonne », devait être ouverte à tous les continents et regroupe

déjà près de cent quarante partis socialistes et sociaux-démocrates. Pour l'ancien premier ministre français, l'IS a déjà gagné le combat contre le communisme, la plupart des anciens partis communistes d'Europe centrale ont rejoint ses rangs, et elle doit maintenant gagner la bataille « contre le libéralisme ».

ACCORD POUR UN DIALOGUE

L'accord s'est réalisé sur l'idée d'engager un dialogue avec « d'autres forces progressistes », comme le Parti démocrate américain, le Mouvement démocratique brésilien ou même les démocrates sud-coréens, mais sans qu'il se traduise par la construction d'une nouvelle internationale de centre gauche. M. Blair avait déjà donné des assurances dans le même sens à M. Jospin lorsqu'il s'était rendu à Paris, le 24 mars, à l'invitation du président de l'Assemblée nationale. Antonio Guterres, le premier ministre portugais, s'est félicité de « l'excellent compromis trouvé ». Quant à M. Hollande, le premier secrétaire du Parti socialiste français, il a affirmé que « tout le monde se reconnaît dans l'Internationale » telle qu'elle est aujourd'hui.

Dans la matinée, les dirigeants socialistes européens avaient eu un long débat sur l'emploi et la coordination des politiques macro-économiques. Selon M. Hollande, les participants se sont retrouvés sur l'objectif de « mettre l'emploi au premier rang des priorités ». En convergence sur cette orientation, M. Blair, qui préside l'Union européenne jusqu'au 30 juin, a évoqué longuement « l'employabilité » mais aussi les questions d'éducation, de formation et les politiques destinées à des « publics spécifiques » comme les jeunes. Au second semestre, et en vue des élections européennes de juin 1999, les socialistes européens devraient élaborer un « Manifeste » qui sera centré particulièrement sur cette priorité à l'emploi.

Michel Noblecourt

Le Monde
9.4.98
p. 4.